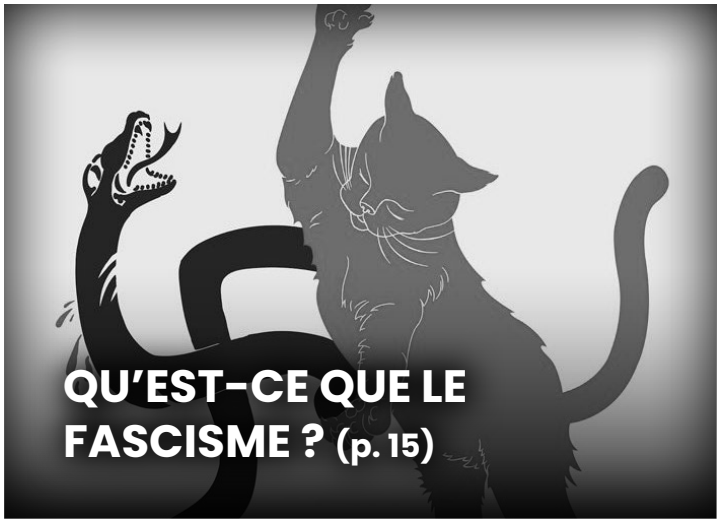
la cause du peuple

Pour un journal indépendant et révolutionnaire

N°52 JUIN-JUILLET 2021 WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO

MALI : LE COUP D'ÉTAT MET UNE ÉPINE DANS LE PIED AUX PLANS FRANÇAIS (p. 9)

L'ÉTAT VEUT RÉFORMER LA JUSTICE BOURGEOISE (p. 6)



QU'EST-CE QUE LE FASCISME ? (p. 15)

ÉDITORIAL & SOMMAIRE

À NOUS D'OSER LUTTER, D'OSER VAINCRE ! (p. 2)

L'ÉDITORIAL

Chères lectrices, chers lecteurs

Nous sommes désormais à moins d'un an des élections présidentielles et déjà, les grands médias et les politiciens bourgeois sont en campagne. Mais ce qui se déroule sous nos yeux dépasse les élections régionales et départementales de juin, ainsi que les élections présidentielles de 2022. Partout où l'on regarde dans la société française, on voit un durcissement de l'État bourgeois. Les opinions les plus réactionnaires sont partagées quotidiennement par les éditorialistes sur CNews et d'autres médias. La police manifeste pour appeler à réformer la justice bourgeoise, et presque tous les partis politiques la soutiennent. Déjà, on nous vend partout un second tour Macron-Le Pen où Le Pen pourrait l'emporter.

Ce vent qui flotte sur la société française et sur de nombreux pays du monde, il n'y a pas d'autre mot pour le qualifier que fascisme. Ce fascisme n'est pas encore là, il n'a pas encore transformé le gouvernement. Il n'est pas encore au pouvoir, et l'élection de Trump aux USA a prouvé qu'il ne suffit pas d'être président pour établir un gouvernement fasciste. Mais ce n'est pas en élisant Macron plutôt que Le Pen que nous combattrons cette tendance. C'est sous la présidence de Macron que tant de Gilets jaunes ont été éborgnés, que tant de violences policières ont eu lieu, comme sur Ramatoulaye à Aubervilliers, que tant de lois qui visaient à nous réprimer ont été passées, comme la loi Sécurité globale. Toute cette restructuration de l'État, qu'elle vienne de la droite ou de la gauche, ne combat pas la montée du fascisme : elle la renforce, l'accompagne.

L'impérialisme français est agressif : en Afrique il pille et tue, il se prépare à la guerre contre des grandes puissances. En France il fait face à un état de crise depuis longtemps, renforcé aujourd'hui par le covid et la crise économique. Voilà pourquoi le fascisme revient. Il ne faut pas chercher ce mot seulement chez les néo-nazis, car c'est toute la bourgeoisie, celle qui est en costume sur les plateaux télé, celle qui dirige les plus grandes fortunes et médias comme Bolloré, celle qui vote les lois au Parlement, celle qui est au gouvernement derrière Macron… qui est dans cette tendance. La frange la plus réactionnaire de la bourgeoisie impérialiste française se renforce pour s'accrocher à son pouvoir. De plus en plus, elle devient prête à renoncer aux principes de « démocratie » et « d'État de droit » pour diriger et se maintenir.

Voilà pourquoi nous avons décidé de dédier ce numéro à cette question. Vous retrouverez des analyses sur l'actualité des lois réactionnaires de l'État français, le fascisme, les théories du complot, l'international, et bien d'autres. Alors comment lutter contre cette tendance de notre époque ? Nous ne sommes pas pessimistes, la victoire est nécessaire ! On ne peut pas gagner la lutte avec des urnes et des votes. Il faut s'organiser ensemble, créer la solidarité dans notre classe, l'autodéfense et la riposte pour mettre à bas le fascisme et avancer les forces révolutionnaires. Nous pouvons nous inspirer de l'Histoire pour voir que le fascisme ne disparaît jamais sans combat. **À nous d'oser lutter, d'oser vaincre pour mettre en place la voie vers un monde meilleur : le socialisme.**

SOMMAIRE

LUTTE DE CLASSE

- Brèves de lutte (p. 3)
- La droite française se rapproche du rassemblement national (p. 4)
- Des anciens syndicalistes se reconvertissent en candidats RN (p. 5)
- États généraux de la justice : l'État veut réformer la justice bourgeoise (p. 6)
- Déconjugalisation de l'Allocation Adulte Handicapé (p. 8)

L'IMPÉRIALISME ET SES GUERRES

- Mali : le coup d'État du colonel Goïta met une épine dans le pied aux plans français (p. 9)
- Brèves internationales (p. 12)
- Les théories du complot : le cri de ralliement impuissant des petits-bourgeois (p. 13)

THÉORIE

- Le fascisme, la gauche et nous (p. 15)

NOTRE CULTURE PROLÉTARIENNE

- Comme le dit la chanson, en hommage à Zé Bentão (p. 18)
- Ode à la jeunesse révolutionnaire (p. 19)

NOTRE MOUVEMENT

- L'été commence : les Jeunes Révolutionnaires conti nuent de se mobiliser (p. 20)

BRÈVES DE LUTTE

LES PRIVILÈGES DES SPECTATEURS DE ROLAND-GARROS

Le 11 mai, c'est soir de match à Roland-Garros : demie-finale entre Nadal et Djokovic. A 22h40, une annonce retenti dans le stade : « Madame, Monsieur, en accord avec les autorités nationales, le match ira a son terme en votre présence ». Cris de joie chez les spectateurs, qui scandent « Merci Macron ! » et entament la Marseillaise. Deux jours plus tôt, alors que les spectateurs avaient dû partir à 23h, le Huffington Post interviewait un spectateur « On a payé 500 balles pour deux tiers du match, c'est inadmissible. Dans ce cas, il fallait commencer à 19h ! ». Visiblement, l'argent octroie des privilèges que n'ont pas eu celles et ceux qui se sont fait tabasser par la police pour non-respect du couvre-feu.

MACRON PREND UNE TARTE À TAIN

Le 8 juin, un homme a giflé Macron, au cri de « Monjoie Saint-Denis, à bas la Macronie ! » alors qu'il était en visite dans la ville de Tain-l'Hermitage, dans la Drôme. L'homme a lui-même dit être d'extrême-droite royaliste, et un exemplaire de Mein Kampf a été retrouvé chez lui. Deux jours plus tard, il avait déjà été condamné à notamment 4 mois de prison ferme, et une obligation de soin. Une condamnation curieuse, le fascisme n'étant pas une maladie. Macron en a profité pour se faire plaindre dans le monde entier, et crier à l'atteinte à la République. Tous les politiciens, de droite comme de gauche, on condamné l'acte et soutenu Macron. Il a tout de même eu l'indécence de dire que les vraies victimes de violences étaient les femmes battues, tout en supprimant les subventions aux numéros d'urgence contre les violences faites aux femmes.

GRÈVES À NOYAL-PONTIVY

Les salarié.e.s des Ateliers du Goût, à Noyal-Pontivy dans le Morbihan, sont en grève depuis le 10 juin. Parmi leurs revendications, les cadences très élevées : en effet, les départs à la retraite ne sont pas remplacés, et les salarié.e.s doivent donc pallier eux-mêmes à la charge de travail supplémentaire. Ils et elles réclament également le recalcul de leur prime d'intéressement, des primes pour leur travail acharné durant le COVID, et la prise en considération des demandes et des besoins des salarié.e.s sur le terrain. Reprenons en main nos lieux de travail !

UNE PATRONNE TENTE D'ASSASSINER UN SYNDICALISTE

Murielle Millet, patronne d'une entreprise dans l'Ain, a commandité l'assassinat d'un syndicaliste de son usine, pour 75 000€. Mais l'enquête a montré que cette affaire ne s'arrêtait pas là. En effet, dans le réseau de tueurs à gages à qui la patronne avait fait appel, on retrouve par exemple Daniel Beaulieu, ancien commandant de la DGSI, ou des militaires de la DGSE, les services secrets français. D'autres personnes étaient visées par ces contrats d'assassinats, dont certains ont été menés à terme. Dans l'État français, en 2021, des patrons peuvent nous faire assassiner en toute discrétion.

LE MEDEF VEUT ENCORE LA RETRAITE À 64 ANS

Le MEDEF, « syndicat » patronal, fait encore des siennes. Geoffroy Roux de Bézieux, son président, réclame une désindexation des pensions sur l'inflation et un départ à la retraite à 64 ans. Qu'est-ce que ça veut dire ? Que l'on partirai à la retraite plus tard, et avec une pension très faible, voire invivable. Ajoutée à la réforme de l'assurance-chômage qui va réduire considérablement l'indemnité des chômeurs et chômeuses, les patrons veulent nous faire travailler sans relâche jusqu'à notre mort.

LICENCIÉ POUR S'ÊTRE PLAINT DE SON SALAIRE

Au travail, rien n'est privé. Et Amazon le prouve bien. Un salarié de l'usine Amazon de Saint-Priest, près de Lyon, critiquait sur la messagerie interne à l'entreprise les cadences infernales et l'augmentation insuffisante des salaires. Licencié immédiatement et sans ménagement, il était pourtant désigné parmi les « meilleurs employés » de l'usine. Un bel exemple que nous ne sommes que de la chair à canon pour les capitalistes, qui veulent notre silence pendant qu'ils nous exploitent. L'agent de tri, qui parlait également dans ses messages du fait que la directrice des ressources humaines avait une ressemblance nette avec Robotnik, avait donc visiblement parfaitement raison.

LA DROITE FRANÇAISE SE RAPPROCHE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

Sous le quinquennat de Macron, une tendance de fond de la politique bourgeoise française s'est accentuée. Nous voulons parler du rapprochement ouvert entre les mouvements historiques de la droite française et le Rassemblement National.

Il y a 20 ans, en 2002, Chirac, candidat de droite, refusait de débattre avec le Front National, et était à deux doigts de dénoncer le fascisme. Déjà à l'époque, cette position était opportuniste, car Chirac avait comploté avec le FN à l'époque de ses aventures à la mairie de Paris. Aujourd'hui, le numéro 2 du parti « Les Républicains » (LR), Guillaume Peltier, affirme « Moi, je ne me lève pas le matin contre le Rassemblement National ».

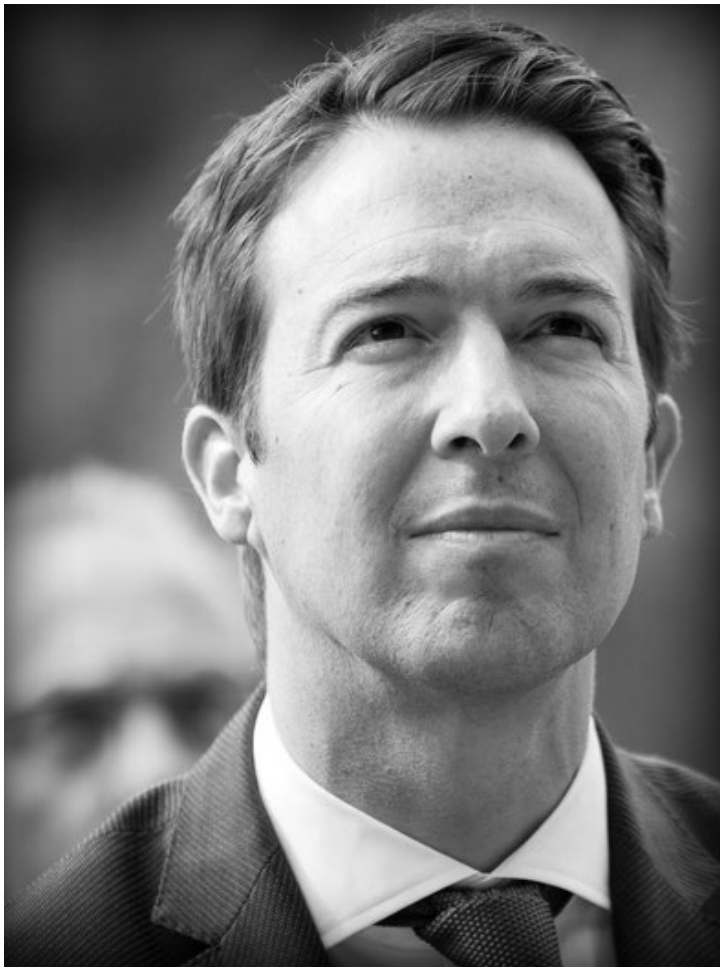
A la fin du mois de Mai, Peltier a multiplié les interventions sympathisantes à l'égard du Rassemblement National. Après avoir sous entendu qu'il préférait Le Pen à Macron dans une interview pour Valeurs Actuelles, il a fait les louanges du maire de Béziers, Robert Ménard, connu pour ses nombreuses prises de position racistes et sa proximité du RN.

En addition, Peltier s'est montré favorable à des cours de justice qui suspendent l'État de droit (à but « anti-terroriste » et à d'autres mesures qui vont à l'encontre du statu quo de la démocratie bourgeoise dans laquelle nous vivons. Elles s'apparentent à des décisions que peut prendre un gouvernement fasciste. La position de Peltier au sein du parti Les Républicains n'est pas encore hégémonique, puisqu'elle a été timidement condamnée par la frange modérée du parti.

Mais la plupart des « libéraux » sont déjà partis de LR depuis longtemps : Pécresse, Juppé, et même Christian Estrosi, qui n'est pas connu pour ses positions modérées en tant que maire de Nice. Depuis plusieurs années, de multiples signaux, événements et déclarations actent d'un rapprochement d'une frange grandissante de la droite conservatrice française avec le Rassemblement National et le fascisme. En 2019 par exemple, la « Convention de la droite » était organisée par Marion Maréchal Le Pen et voyait défiler des personnalités de la droite et de l'extrême-droite. La même année, Thierry Mariani, politicien de droite depuis 40 ans, quittait LR pour être membre de la liste du RN aux élections européennes. Aujourd'hui, c'est le numéro 2 du parti qui semble acter la transformation de son organisation en relais du RN.

Car l'espace politique est désormais bouché pour la droite traditionnelle. Une candidature de Xavier Bertrand, qui a quitté LR en 2017, est jugée trop proche du gouvernement de Macron par la ligne dure. Et le gouvernement de Macron, justement, a continué et réalisé les différentes réformes que la droite voulait développer depuis le quinquennat de Nicolas Sarkozy : retraites, fiscalité, justice… Castex, Le Maire, Darmanin… tous viennent de la droite « de gouvernement ». Alors que reste-t-il à cette fraction de la bourgeoisie ? Le ralliement ouvert ou camouflé à la frange la plus réactionnaire : aux fascistes.

C'est cela auquel nous sommes en train d'assister : la ruée vers les positions les plus réactionnaires entraîne inlassablement une partie de plus en plus importante de la bourgeoisie vers le fascisme. Cette situation n'arrive pas par hasard : la crise générale que nous traversons, intensifiée par la crise sanitaire et économique, encourage des bureaucrates comme Peltier à développer de telles positions. La droite française historique a vu ce qu'il est arrivé au Parti Socialiste à « gauche » : pour se sauver, elle est de plus en plus prête à revendiquer ouvertement le fascisme.



DES ANCIENS SYNDICALISTES SE RECONVERTISSENT EN CANDIDATS RN

À l'occasion des élections régionales, une information a été révélée au début du mois de juin : des syndicalistes alimenteraient désormais les listes du Rassemblement National.

Cette nouvelle peut à première vue paraître étrange : le RN est connu pour être farouchement antisyndicale ; ses cadres ne s'émeuvent pour un mouvement de masse que lorsque celui-ci est bien distinct des syndicats. Lors des grèves, occupations et luttes dures dans des usines, magasins, entrepôts et autres, les candidats Rassemblement National condamnent systématiquement la « violence des syndicalistes » et expriment ouvertement leur haine du syndicaliste, notamment celui affilié à la CGT.

Comment donc expliquer le ralliement de plusieurs responsables syndicaux, notamment Stéphane Blanchon et Luc Doumont, de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), au RN ?

Il faut s'attarder sur plusieurs points. Premièrement, quels sont les syndicats touchés ? Aujourd'hui, principalement l'UNSA, un syndicat réformiste, qui collabore régulièrement avec les directions patronales. Ses élus, notamment, sont connus pour leurs prises de position conciliatrices. L'UNSA est le premier syndicat de la RATP à Paris, son secrétaire Thierry Babec avait trouvé les conditions de travail « globalement correctes » en avril 2020, alors que les agents RATP étaient parmi les plus exposés au virus. L'UNSA a cependant exclu ou poussé à la démission Stéphane Blanchon et Luc Doumont et condamné leur décision de s'engager auprès du RN.

Deuxièmement, qui sont les transfuges qui passent du syndicalisme à l'étiquette fasciste ? Luc Doumont et Stéphane Blanchon sont des bureaucrates, l'un d'eux président d'une association de douaniers, l'autre, membre d'un comité technique auprès du ministre de la Santé depuis 7 ans. Cela nous rappelle que le syndicalisme actuel crée de tels parasites, coupés absolument de la lutte de classe, qui vivent confortablement dans des carrières petites-bourgeoises qui les conduisent à la politique. Doumont et Blanchon n'ont pas travaillé un seul jour depuis des années, ils se faisaient entretenir par l'argent du syndicat : aujourd'hui, les perspectives du RN sont plus alléchantes.

Troisièmement, et c'est le plus important : la position politique et idéologique de tels « syndicalistes » montre la faillite du syndicalisme français aujourd'hui. Que des supposés défenseurs du prolétariat puissent finir par pactiser avec les représentants de la bourgeoisie la plus réactionnaire en France est représentatif de la faiblesse de l'organisation des masses par les syndicats français pour le moment. L'UNSA, qui est un syndicat relativement petit, a quand même pu produire des responsables professionnels du syndicat et se les faire débaucher par le RN. Il n'y a pas de raison pour que ces premiers transfuges soient les derniers : c'est un vieux mouvement qui dure depuis les syndicats jaunes au début du XXe siècle. Attirés par l'appât du gain et les promesses de la bourgeoisie, une partie des « leaders » syndicaux trahit la classe ouvrière et se convertit aux pires tendances afin de se faire une place au soleil. L'Histoire a montré que tous ceux qui ont tenté l'expérience ont fini aux oubliettes.

ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA JUSTICE : L'ÉTAT VEUT RÉFORMER LA JUSTICE BOURGEOISE

Au début du mois de Juin 2021, Emmanuel Macron a annoncé le lancement des « États généraux de la justice », à partir de la fin de l'été. Si peu de précisions ont été données par le président, cette opération semble être avoir été coordonnée avec la présidente de la Cour de cassation, Chantal Arens, et le procureur général près la Cour de cassation, François Molins. A quoi serviraient ces « États généraux » ? Aujourd'hui, il semble qu'ils aient pour objectif de poser à plat les questions de réforme de la justice bourgeoise, très critiquée ces derniers temps.

Pourquoi s'intéresser à la justice dans notre journal ? En effet, le droit, ses réformes, ce sont des points compliqués, techniques, qui demandent de connaître les cours de justice, le fonctionnement de celle-ci en France… Mais aujourd'hui il ne s'agit pas de ça : la justice bourgeoise, qui est une base de la démocratie bourgeoise dans laquelle nous vivons, est transformée, certains de ses principes niés. Cette tendance de critique de la justice qui s'étend partout dans les partis politiques, notamment de droite et d'extrême-droite, nous donne une indication sur l'état de la justice.

Car en effet, en 2021, il est courant de voir des politiciens, journalistes, policiers etc accuser la justice d'être « laxiste ». Pourtant, nous voyons depuis plusieurs années la multiplication de lois réactionnaires qui permettent de mettre en prison de nombreuses personnes ; nous voyons des prisons et centres pénitentiaires surpeuplés… Où est le laxisme ? Dupont-Moretti, le ministre la Justice, ne se trompe pas quand il défend sa vision de la justice bourgeoise de cette manière devant l'Assemblée Nationale :

> • « 132 000 peines d'emprisonnement fermes ont été prononcées en 2019, alors qu'elles étaient 120 000 en 2015 : est-ce cela le laxisme ?
>
> • Le nombre total d'années d'emprisonnement prononcées par les juridictions est en hausse : 113 000 années d'emprisonnement en moyenne entre 2016 et 2019 contre 89 000 années d'emprisonnement entre 2001 et 2005 : est-ce cela le laxisme ? »

On voit bien là l'hypocrisie de la justice bourgeoise. Est-ce une fierté, d'emprisonner toujours plus, de condamner toujours plus ? Est-ce ça, la justice ? Non, cette justice qui existe dans la société française n'est qu'une parodie, pas parce qu'elle est laxiste, ou trop forte, mais parce qu'elle ne touche qu'une partie de la société, les masses, et jamais la bourgeoisie. Bien sûr, il y a du crime, et il faut le juger. Mais si l'on regarde Dominique Strauss-Kahn, Alain Juppé, Gérald Darmanin, les violences policières… combien de voleurs, violeurs et autres criminels en costume ou uniforme s'en sortent toujours car la justice bourgeoise leur laisse une porte de sortie ? La justice bourgeoise est un autre mot pour l'injustice prolétarienne, c'est-à-dire la condamnation systématique de centaines de milliers de personnes à des amendes, peines de prison etc.

Alors pourquoi réformer la justice ? En dressant ce tableau, on pourrait croire que la justice bourgeoise fonctionne bien, puisqu'elle condamne à tour de bras, qu'elle emprisonne sans soucis. Pourtant, il y a bien des problèmes pour la bourgeoisie, que nous allons présenter successivement ici.

Premièrement, les liens entre police et justice. Ce sont deux aspects très liés. La police réprime immédiatement, avec les interpellations et les arrestations, et la justice condamne dans le temps long, avec les emprisonnements et les peines. C'est une partie de l'appareil répressif de l'État. Depuis plusieurs mois, avec les nombreux mouvements contre les violences policières et une radicalisation des positions de la police vers le fascisme, on entend souvent parler des « problèmes de la justice » chez des « syndicats » très réactionnaires comme Alliance Police Nationale. Lors de la manifestation du 19 mai, organisée par la police et rejointe par presque tous les partis politiques, la critique de la justice était à l'ordre du jour. Le gouvernement n'a aucun intérêt à briser le lien entre police et justice. Au contraire, en poussant à ce moment précis des lois sur la justice et ces « États généraux de la justice », le gouvernement peut préserver cette collaboration police-justice en renforçant l'appareil de la justice, en rognant sur certains de ses principes. Ainsi, le gouvernement veut supprimer le rappel à la loi, qui servait comme alternative à des poursuites, notamment pour les mineurs. Cela fait écho aux demandes de la police pour plus de répression.

Deuxièmement, l'indépendance de la justice bourgeoise. Dans les principes philosophiques classiques du libéralisme, le pouvoir politique et la justice sont séparés. On trouve cette distinction chez John Locke, ou Montesquieu en France. C'est ce qu'on appelle la « séparation des pouvoirs ». En réalité, ce modèle idéal n'est jamais possible, car

la justice est impactée en permanence par la politique (comme les grandes « affaires » qui sont très médiatisées), mais surtout que les inégalités de la société capitaliste se répercutent sur la justice. Lorsque l'on connaît le juge, que l'on peut se payer un des meilleurs avocats du Barreau, que l'on est une personnalité politique, publique, les lois ne s'appliquent plus. Le principe d'égalité devant la loi vole en éclat. L'écrivain Anatole France disait : «La loi dans sa majestueuse égalité, interdit à tous, aux riches comme aux pauvres de dormir sous les ponts, de coucher dans la rue et de voler du pain » . En plus, en France, la justice bourgeoise est un peu particulière. Le « Parquet » (procureur, ministère public) représentant la « collectivité » dans la justice, est directement sous autorité du Ministère de la Justice. Cela signifie que des notes, indications, condamnations etc peuvent passer directement de la politique à la justice. L'État français a déjà été condamné, notamment par la Cour Européenne des Droits de l'Homme, sur cette question. On a vu l'impact de la politique dans la justice lors des révoltes des banlieues en 2005, où 763 personnes ont été incarcérées à peine un mois après la mort de Zyed et Bouna. Lors des Gilets jaunes, plus de 3000 condamnations allant du sursis à la prison ferme ont été prononcées… Ce ne sont que quelques exemples du rôle politique de la justice. Avec ces « État généraux », Macron espère donc se mettre la justice dans la poche, après avoir augmenté plusieurs fois le budget qui lui est alloué. Il n'y a pas de doute, quand l'initiative de Macron est saluée par des hommes comme Jacques Boulard, président de la cour d'appel de Toulouse, et président de la Conférence des premiers présidents de cour d'appel.

Troisièmement, les principes de la démocratie bourgeoise. A droite comme à gauche, une grande partie des politiciens s'inquiète de l'état de la justice. L'ancienne ministre de la justice socialiste, Marylise Lebranchu, se range de ce côté : « […] je pense que le débat, c'est à l'intérieur de l'institution judiciaire (qu'il faut le faire), parce qu'elle souffre depuis longtemps. Tous les ministres de la Justice le disent, il faut plus de moyens, et plus de moyens en police judiciaire. ». Sauf que là où l'ancienne ministre de la Justice voit un « débat citoyen », il se cache en réalité une progression dans la négation des principes de la démocratie bourgeoise dans laquelle nous vivons. L'État de droit, la justice indépendante, voilà ce qu'est censé nous proposer le droit bourgeois. Pourtant, cette volonté de transformation de la justice dans le gouvernement, qui est encore plus radicale chez la droite et le Rassemblement National, va dans le sens d'un abandon de ces principes. Ainsi, plusieurs politiciens de droite proposaient des « cours exceptionnelles », pour des condamnations expéditives.

La justice bourgeoise n'est évidemment qu'un symptôme des problèmes que traverse la société française. La bourgeoisie en crise serre la vis dans tous les domaines, améliore ses outils de répression, de surveillance. Nos droits au chômage, au logement, à la santé etc sont attaqués conjointement. La justice, qui prononce les peines, doit donc être forte, pour répondre à ces besoins de la bourgeoisie. Elle doit, s'il le faut, nier ses propres principes démocratiques. Si cette dynamique continue, la justice française sera prête pour appliquer les sentences des fascistes.

DÉCONJUGALISATION DE L'ALLOCATION ADULTE HANDICAPÉ

Depuis la rédaction de l'article, le texte de loi n'est pas passé à l'Assemblée nationale.

Le 17 juin 2021 passera devant l'Assemblée nationale un texte de loi ayant pour objet la déconjugalisation de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), texte qui a été adopté par le sénat en mars de cette année. Cette mesure est depuis longtemps demandée par les associations de défense des droits des personnes handicapées pour permettre de mettre fin à un mode de calcul injuste et discriminant d'un minima social.

L'AAH est un minimum social créé en 1975 dans le cadre de la loi du 30 juin 1975 déterminant le statut juridique des personnes handicapées, qui jusqu'à cette date étaient considérées comme atteintes d'une déficience, avec pour objectif une meilleure intégration des personnes handicapées dans la société notamment par cette garantie de ressources. Cette loi voit aussi la création de commissions chargées de reconnaître le taux de handicap, initialement Commissions Départementales de l'Éducation Spéciale (CDES) pour les enfants et les Commissions Techniques d'Orientation et de Reclassement Professionnel (COTOREP) pour les adultes, les deux fusionnant pour former les Commissions des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) sous l'effet de la loi du 11 février 2005. À sa création en 1975, l'AAH concerne 100 000 bénéficiaires, contre plus de 1 000 000 aujourd'hui.

Le montant de versement de ce minima social aujourd'hui s'élève, pour un taux plein, à 903,60 €/mois, avec un versement différentiel en fonction des autres aides, pensions ou revenus de la personne concernée. Pour les personnes en couple, ce sont les revenus du couple qui sont évalués et l'AAH vient les compléter jusqu'à atteindre un plafond de 19 383,80 €/an. C'est cette méthode de prise en compte des revenus qui pose problème : la personne handicapée en couple avec une personne travaillant verra son allocation diminuer jusqu'à disparaître entièrement si les revenus du ou de la conjoint.e sont supérieurs à 2270 €, créant ainsi une situation de dépendance financière envers sont ou sa partenaire. Comptabiliser les ressources de cette manière vient renforcer la pauvreté et la dépendance des personnes handicapées et ainsi les exposer plus encore aux situations de violences conjugales. Les personnes handicapées déclarent plus souvent avoir été victimes de violences conjugales, physiques, sexuelles ou verbales, que les personnes valides (25,2 % pour les personnes handicapées contre 22,7 % pour les valides entre 2011 et 2018 dans le cadre de l'enquête annuelle « Cadre de vie et sécurité »), cette violence étant accrue envers les femmes handicapées, 9,0 % d'entre elles déclarant subir des violences physiques ou sexuelles contre 5,8 % des femmes sans handicap. Déconjugaliser l'allocation et donc sortir les personnes concernées de la dépendance économique envers leur conjoint.e est donc une mesure d'autant plus importante, car avec l'indépendance économique viens la possibilité de s'extraire d'une situation dangereuse.

La déconjugalisation apporterait aussi un point symbolique pour la considération des personnes handicapées en les rendant indépendantes financièrement, elles ne seraient plus considérées comme étant à la charge de leur conjoint ou famille, mais bien comme des personnes à part entière. Si cette proposition de loi vient à passer, cela représentera une victoire pour les personnes handicapées dans la lutte pour l'indépendance et la reconnaissance en tant que personnes pleines et entières. Cependant, cette victoire ne représentera pas la fin de la lutte, le montant de l'allocation étant encore sous le seuil de pauvreté malgré l'augmentation de son montant de 810,89 € à 903,60 € lors du quinquennat en cours. Pour continuer d'améliorer les conditions de vie des personnes handicapées, très touchées par la précarité (89 % d'entre elles sont concernées), les demandes tournent beaucoup sur le pouvoir d'achat, permettant d'accéder à une meilleure qualité de vie, de l'accès au logement (on se rappellera de la loi ÉLAN faisant passer le quota de nouveaux logements accessibles aux PMR1 de 100 % à 10 % en 2018, mettant ainsi un grand frein à l'accessibilité aux logements des personnes handicapées) ou encore de l'accès au travail dans des conditions adaptées.

Lutter pour la déconjugalisation de l'AAH n'est donc qu'une étape dans la lutte pour l'émancipation des personnes handicapées, et il faudra veiller à continuer de soutenir leurs luttes futures pour l'inclusion et l'indépendance, comme celle du CIAH31 dont plusieurs membres ont écopé de peines de prison avec sursis ainsi que d'amendes dans un verdict rendu le 19 mai 2021 suite à des actions de blocages de trains et d'aéroports visant à alerter sur le grave manque d'accessibilité dans les transports en commun.

MALI : LE COUP D'ÉTAT DU COLONEL GOÏTA MET UNE ÉPINE DANS LE PIED AUX PLANS FRANÇAIS

Depuis la rédaction de l'article, Emmanuel Macron a annoncé la fin de l'opération Barkhane, abordée à plusieurs reprises dans le texte. Malgré cette annonce, la ministre des Armées françaises a immédiatement précisé que l'engagement militaire resterait «très significatif». Ce retrait apparent, en plus d'un effet de com' pour le gouvernement français, est aussi une manière de mettre la pression dans la région, notamment sur les autorités militaires maliennes et tchadiennes.

Mené par le colonel Assimi Goïta, un putsch militaire ébranle à nouveau les plans malveillants de l'impérialisme français et sa politique criminelle au Mali. Le président de la transition Bah N'daw, et son Premier ministre civil Moctar Ouane, ainsi que trois de leurs collaborateurs, ont été démis de leurs fonctions puis maintenus en détention sous le commandement du colonel Goïta dans la nuit du lundi 24 mai 2021. Après avoir officialisé leurs démissions, les deux hommes ont été libérés sains et saufs. Ils avaient été menés au pouvoir par un précédent coup d'État en 2020, dont le colonel Assimi Goïta était également l'investigateur. Celui-ci a ensuite été confirmé en tant que président de la transition.

Soixante ans après l'Indépendance supposée du pays en 1960, le problème principal du Mali est encore l'impérialisme français et ses chiens de garde dans le pays. En 2020, Goïta avait chassé Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), au pouvoir depuis 2013. Celui-ci était alors favorable aux Français et à l'opération militaire Barkhane, où plus de 5100 militaires français sont déployés pour occuper le nord du pays, alors en guerre. Suite à des manipulations électorales pour maintenir IBK au pouvoir, une large révolte populaire s'est déclenchée à Bamako en 2020. Plus de cent personnes ont été gravement blessées, et onze manifestants tués par l'armée dépêchée sur place pour réprimer la voix du peuple. Aucune couverture médiatique n'a pourtant relayé l'évènement, alors même que les médias internationaux à la botte de la bourgeoisie prétendent ces jours-ci s'émouvoir du sort de deux hommes d'État emmenés trois jours dans la caserne de Kati.

Ce rebondissement dans le putsch au Mali intervient à un moment spécial. La France, par l'intermédiaire d'Emmanuel Macron, s'était montrée plutôt satisfaite de la junte militaire au pouvoir. Précisément, Bah N'daw, le président, avait été reçu par Emmanuel Macron à Paris. Lors de leur entretien, le président français l'avait assuré de son soutien et N'daw avait annoncé vouloir reprendre le cours de l'accord de paix d'Alger, signé en 2015 et soutenu par la France. Cet accord avait pour objectif de mener à la « paix » au Mali, c'est-à-dire à la paix favorable aux impérialistes dans le nord du pays. Malgré cela, Assimi Goïta n'a agi qu'en mai, alors que les plans de N'daw pour s'attirer le soutien français étaient connus depuis des mois.

Quelle en est la raison ? N'daw et son Premier ministre Ouane ont décidé d'évincer des putschistes du gouvernement à la fin du mois de mai 2021. On peut noter que parmi les deux militaires qui ont été virés du gouvernement, l'un d'entre eux, Sadio Camara, a été formé à Moscou. Il avait déjà

été pris pour cible par les médias français et américains lors du premier coup d'État de 2020, qu'il était accusé d'avoir préparé militairement. Selon Etienne Fakaba Sissoko, directeur du Centre de recherche d'analyses politiques, économiques, et sociales du Mali, Sadio Camara s'apprêtait à signer des conventions avec la Russie. Ces signatures seraient évidemment inacceptables pour la France, mais aussi pour les États-Unis, qui ont dénoncé le putsch récent. Goïta, quant à lui, a reçu des formations de la part des Américains. Pour l'instant, ni Goïta ni l'armée malienne n'ont dénoncé la France, qui occupe une partie du pays. Les divisions à l'intérieur de l'armée et du pouvoir civil représentent les fractions de la bourgeoisie malienne. Ainsi, ce qui inquiète les impérialistes, français en tête, c'est qu'Assimi Goïta et les gradés de l'armée malienne cherchent désormais à négocier la mainmise sur le Mali avec le « partenaire » international le plus offrant. La diplomatie française est donc prise dans une situation compliquée à cause de sa propre hypocrisie. Après avoir autorisé un coup d'État militaire au Tchad il y a quelques semaines, la France s'offusque maintenant au Mali ! Voilà pourquoi Emmanuel Macron a d'ores et déjà lancé un ultimatum : « Je ne resterai pas aux côtés d'un pays où il n'y a plus de légitimité démocratique ». C'est une manière pour les impérialistes français de menacer le nouveau pouvoir militaire au Mali afin de s'en assurer la soumission. Toutes ces magouilles entre impérialistes et dirigeants corrompus du pays, civils ou militaires, ne mènent qu'a la misère des masses du Mali.

Car il faut se poser une question centrale : quelle est la situation dans le pays ? Nous avons pu nous entretenir avec des Maliens en France et au Mali qui nous ont expliqué ce qu'ils vivent ou comment vivent leurs proches au pays.

Par rapport à l'impérialisme français, il est clair qu'il est détesté au Mali. Oumar1 nous dit : « Le Mali n'a pas de droit de regard sur ce qui se passe à l'intérieur des bases françaises et autour à 200 kilomètres. Toutes les forces étrangères en présence ont le droit de garder leurs armes au Mali. Un truc que tu ne vois dans aucun autre pays… ». Selon lui, les impérialistes avancent leurs pions au Mali en profitant de la guerre qui provoque des massacres ethniques et la misère sociale : « Aujourd'hui, pour dominer un pays il faut créer une guerre, déstabiliser le pays après quoi les grandes entreprises ont un boulevard devant elles pour se servir en ressources naturelles sans avoir à se justifier. Sans avoir à payer de taxe ou d'impôts au gouvernement local puisqu'il y en a à peine un. Aucun Malien n'a de contrôle sur ce qui se passe au nord par exemple. Or on sait qu'en 2007 des réserves de pétrole ont été découvertes dans cette zone du Mali. C'est bizarre comme coïncidence, on découvre du pétrole, deux ans après : boum, pagaille. ». Quand on lui demande comment est vécue la présence française au Mali, Souleymane répond directement : « Je peux vous dire très honnêtement que ce n'est pas apprécié du tout. Ce n'est pas du tout ce qu'on entend sur BFMTV. ». Il donne un exemple de l'occupation parasitaire des militaires dans le pays : « J'ai été témoin d'une chose, il y a quelques années. Il y a eu une attaque de bandits armés à côté de l'autogare dans un quartier de Bamako, on s'est tous barrés en voiture. Eh bien dites-vous que j'ai failli me faire renverser par un véhicule des militaires. Enfin, ils étaient habillés en militaires. Ils ont fui comme tout le monde. Alors on s'est demandé "À quoi servent-ils à part parader en uniforme militaire ?" […] Vous savez il y a plus de dix mille forces étrangère au Mali [NDLR : rien que la mission de l'ONU au Mali déploie 13 000 militaires en 2021] et le territoire est de plus en plus grignoté, Bamako est quasiment encerclé. Dans tout ça, les

djihadistes avancent quand même, alors dans ce cas, laissez les Maliens régler leurs comptes. »

Les masses laborieuses du Mali vivent dans des conditions catastrophiques dues à la faillite de l'État malien à être autre chose qu'un groupe de corrompus, vendus à la France. Avant le coup d'État de Goïta, le principal syndicat du pays, l'Union nationale des travailleurs du Mali, était entré en grève illimitée pour des salaires toujours trop bas. Il a depuis suspendu sa grève faute d'interlocuteurs fiables. Souleymane nous raconte : « Les coupures de courant, c'est tous les jours. Tous les jours et tout le temps. […] Les familles ayant un repas par jour sont beaucoup plus nombreuses que celles qui en ont deux aujourd'hui au Mali. Il y en a de plus en plus qui ne mangent pas du tout et qui finissent dans la rue. ». Pour Oumar, la division de classe dans la société malienne est évidente au premier coup d'œil : « Une grande part de la population est très pauvre ; au Mali aujourd'hui soit tu es ultra riche, soit ultra pauvre. ». Daniel, travailleur du Mali, indique les besoins du prolétariat et du peuple malien, et africain en général : « Éducation et industries sur le sol africain, transports et santé ! ».

Mais alors où vont les richesses du Mali ? Quelle est la voie pour le peuple ? Rien n'est possible pour les masses laborieuses du Mali à travers les impérialistes et leurs chiens de garde au Mali. La France, en particulier, cherche toujours à maintenir son influence au Mali. Souleymane nous indique : « Emmanuel Macron a félicité le président Bah N'daw. Ça veut dire "Ne réfléchissez pas, acceptez et c'est tout." De même que les Américains disent "Oncle Sam" moi je dis "Oncle Macron". ». La prise de contrôle de Goïta vient pour le moment attaquer les plans de « l'Oncle Macron ». Mais ce n'est pas en jouant sur les contradictions entre les impérialistes que le Mali pourra conquérir une réelle indépendance et un avenir loin de la crise. La tactique criminelle des impérialistes visant à mettre en place des sanctions pour étouffer le pouvoir malien serait une attaque sur le peuple. Youssouf Coulibaly, conseiller juridique d'Assimi Goïta a ainsi déclaré : « La communauté internationale peut prendre des sanctions, cela n'aura pas un grand impact [sur les putschistes]. C'est le peuple qui en souffrira ». Les élections qui doivent être organisées d'ici dix-huit mois pour la transition sont l'objet de nombreux débats. Les problèmes profonds que vit le peuple malien ne peuvent pas être réglés par un simple scrutin, et encore moins si les candidats et les votes sont influencés par une présence étrangère. Contrairement à ce qu'affirme l'impérialisme français, ces élections ne sont pas garantes de la démocratie dans le pays.

Dans un Mali où les habitants de la capitale ne sont pas approvisionnés en électricité stable alors même que le pays produit 71,2 t d'or par an ; la nécessité impérieuse est une politique intérieure réellement axée sur les intérêts du prolétariat et du peuple malien et non plus gouverné par son envahisseur français. En effet, la politique de voyous orchestrée par l'impérialisme français, qui ne peut survivre sans les marchés africains, dont celui du Mali, laisse ouverte une seule voie pour les masses laborieuses du Mali : la révolte organisée pour une réelle démocratie.

LA PRESSE INDÉPENDANTE ET RÉVOLUTIONNAIRE EN LIGNE SUR

WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO

BRÈVES INTERNATIONALES

LA MASSIVE VAGUE DE RÉVOLTES EN COLOMBIE CONTINUE

Depuis le 28 avril jusqu'aujourd'hui, le mouvement de révoltes du peuple colombien a été quasiment quotidien et la grève n'a pas cessé dépassant les 40 jours. Les masses colombiennes affrontent courageusement les forces de répression et en paient le prix de sang, refusant les appels au calme des opportunistes et à la compromission avec le gouvernement réactionnaire qui tente de freiner les masses avec une soi-disant réforme de la police. Le bilan est de 2 policiers morts, au moins 941 policiers blessés, 80 commissariats dégradés, au moins 60 manifestants tués par la police ou des milices, plus de 500 personnes disparues et 1400 arrêtés.

BIDEN TEND LA MAIN AUX IMPÉRIALISMES EUROPÉENS ET POURSUIT LA POLITIQUE YANKEE ANTI-CHINOISE ET ANTI-RUSSE

Le 8 juin, le Sénat étasunien a adopté un projet de loi permettant un investissement de 170 milliards de dollars dans les technologies afin de contrer la forte concurrence chinoise dans ce domaine. L'enjeu est de rendre les É.-U moins dépendants sur des productions telles que celle des semi-conducteurs et de progresser dans le domaine de l'intelligence artificielle. Dans la foulée, Biden a démarré une tournée européenne le 9 juin pour un sommet du G7 en Angleterre puis un sommet de l'OTAN à Bruxelles le 13 juin. « Les États-Unis sont de retour ! » a déclaré le président étasunien. Sa tournée européenne se terminera avec un sommet prévu avec Poutine. Au menu : Ukraine, Biélorussie, Alexeï Navalny et les cyberattaques.

10 ANS DE LA GUERRE EN SYRIE : 500 000 MORTS RECENSÉS

Cela fait 10 ans que la guerre en Syrie a commencé. Le 1er juillet, L'Observatoire syrien des droits de l'Homme a actualisé le recensement des morts le portant à 500 000. Au total, ce sont 159 774 civils qui ont péri. Plus de 168 000 combattants pro-régime ont péri, tandis que 79 844 rebelles ont été tués et 68 393 parmi les djihadistes. L'Observatoire souligne la responsabilité du régime concernant les morts civiles suivant la propagande des impérialismes européens et de l'impérialisme nord-américain, même si cela est en partie véridique, Bachar el-Assad pion de l'impérialisme russe ayant tenu en Syrie face à l'appétit yankee-européen.

ALGÉRIE : ARRESTATION DE 3 OPPOSANTS À L'APPROCHE DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

À 2 jours des élections législatives, massivement rejetées par le peuple algérien en lutte depuis 2019 dans le cadre du « Hirak », trois opposants ont été arrêtés. Il s'agit de Karim Tabbou, porte-parole de l'Union démocratique et sociale ; d'Ihsane El Kadi, directeur de la station Radio M ; et du journaliste Khaled Drareni. Les manifestations du Hirak ont été considérablement réprimées depuis le 9 mai après décision du ministre de l'Intérieur de conditionner les manifestations à des demandes d'autorisation. La répression fut forte le vendredi 14 mai avec 700 manifestants arrêtés, dont 44 placés en détention. Au moins 223 Algériens sont aujourd'hui détenus pour participation au Hirak.

CHLORDÉCONE AUX ANTILLES : LE COMBAT POUR LA JUSTICE ET LA DÉPOLLUTION CONTINUE

L'Association Guadeloupéenne d'Action contre le Chlordécone a déposé deux nouvelles plaintes et un recours devant trois juridictions différentes dans le dossier du chlordécone aux Antilles alors que les colonialistes français tentent de jouer la carte de la prescription, ce qui ouvre une nouvelle étape dans ce conflit qui dure depuis 19 ans. Le chlordécone est un pesticide qui a été utilisé en Matinik et en Gwadloup en 1972 jusque 1993 pour traiter les bananeraies alors que la toxicité de la molécule était connue. Les masses aux Antilles sont contaminées pour 7 siècles. La Matinik par exemple détient le record du monde de cancers de la prostate.

BRUXELLES : 500 SANS-PAPIERS EN GRÈVE DE LA FAIM

Depuis le 23 mai à Bruxelles, 500 sans-papiers ont entamé une grève de la faim réclamant la régularisation. Elles et ils occupent l'église de Béguinage et plusieurs locaux universitaires. Le secrétaire d'État à l'asile et la migration rejette évidemment leur réclamation. Ces prolétaires en lutte déclarent vouloir poursuivre leur grève de la faim jusque la mort s'il le faut. Plusieurs hospitalisations ont déjà eu lieu. Ibtissam, une dès grévistes et militante travaille depuis 6 ans en Belgique « Moi, je fais tout. Le nettoyage, je travaille dans les snacks, je fais tout ce que je trouve pour pouvoir survivre. » En effet, la main-d'œuvre immigrée permet un profit très juteux pour les capitalistes.

LES THÉORIES DU COMPLOT : LE CRI DE RALLIEMENT IMPUISSANT DES PETITS-BOURGEOIS

Depuis la pandémie du COVID-19 et le lancement des programmes de vaccinations contre le virus, les théories du complot ont connu un regain de popularité jamais vu depuis les attaques du 11 septembre 2001.

En effet, la pandémie du COVID-19 est un événement que personne n'a pu ignorer et a apporté un changement qualitatif rapide et palpable dans la vie quotidienne de tous et toutes. Dans un premier temps, personne ne comprenait vraiment ce qui se passait et les informations officielles provenant des divers régimes bourgeois n'ont fait qu'ajouter à la confusion. En France par exemple, la position de l'État a rapidement changé totalement sur presque tous les sujets : le port du masque, les tests PCR en masse, la fermeture des frontières ou des écoles, etc. Encore aujourd'hui, l'origine du virus n'est pas claire ; la politisation des diverses théories plausibles est à mettre en cause. Le manque d'informations claires a conduit beaucoup de gens à juger en fonction de leurs intérêts et surtout leurs intérêts de classe. Ceci est toujours le cas pour la petite-bourgeoisie, qui s'est sentie la plus touchée par les mesures sanitaires mises en place. Forcée à fermer ses petits commerces ou cabinets, à limiter ses activités, et privée de sa vie sociale relativement aisée, une importante partie de la petite bourgeoisie a choisi de croire que la pandémie n'est que le produit d'un complot qui sert à la priver de ses libertés économiques et individuelles. Pour les travailleurs, les délires de la petite bourgeoisie ne sont ni intéressants ni pertinents. Pourtant ces théories de complots réussissent à persuader des sections assez importantes du prolétariat. Cependant, l'intérêt de classe du prolétariat, comme son idéologie, n'est pas le même que celui de la petite bourgeoisie. Il faut distinguer ces deux perspectives du monde différent afin de se débarrasser des illusions complotistes des petits-bourgeois et de mettre en avant l'idéologie du prolétariat : le marxisme.

Il y a d'innombrables théories du complot, mais la plupart peuvent être réduites à quelques organisations (réelles ou fictives) organisées selon un très simple modèle du fonctionnement de la société. Les théories du complot autour du COVID-19 ne font pas exception. Avant tout, il faut qu'il y ait une société secrète responsable de tous les malheurs de la vie moderne. Normalement, ce sont les Illuminatis, les francs-maçons ou plus récemment, le New World Order (NWO, le Nouvel ordre mondial). Les racines de ces théories se trouvent dans les mouvements de fondamentalisme chrétien et d'extrême droite. Par exemple, l'idée derrière la théorie du NWO trouve ses racines au John Birch Society, un groupe de défense d'intérêts fasciste états-unien fondé en 1958. Originalement, sa théorie proposait que le communisme prendrait le contrôle du monde, créant une sorte de nouvel ordre mondial rouge. Malheureusement, cela ne s'est pas encore produit. À la place, l'URSS révisionniste s'est écroulée et la Chine a restauré le capitalisme. Suivant la fin brusque de l'URSS, le triomphant président états-unien George H. W. Bush a déclaré que le chapitre post-soviétique de l'histoire représente un « nouvel ordre mondial ». Avec cette déclaration, la vieille théorie du complot anticommuniste s'est trouvé une deuxième vie. Le caractère de classe de la théorie du NWO est bien démontré par sa critique du système d'intérêt, présentée comme à la source d'un esclavage moderne. Cependant, l'esclavage salarial du prolétariat dans la production capitaliste n'est pas du tout critiqué. Les auteurs de la théorie du NWO préfèrent critiquer principalement le fonctionnement du monde financier en soulignant des personnes juives bien connues dans cette sphère. Cet aspect antisémite est renforcé par « Les Protocoles des sages de Sion », un faux document apparu en 1903 en Russie et inventé par la police secrète du tsar afin de diffuser largement un plan fictif entre les juifs et les francs-maçons pour contrôler le monde. Les francs-maçons ont des racines datant du 16e siècle. Au cours des siècles, cette organisation s'est répandue dans le monde entier et est devenue de plus en plus fracturée entre les pays. Il n'est pas juste de les qualifier en tant que « société secrète » ; leurs activités, lieux de rencontre et membres sont connus. Il n'y a que leur fonctionnement interne qui est secret, donc il est plus juste de les qualifier en tant qu'une association fondée sur leurs cinq principes : liberté, égalité, fraternité, tolérance et humanité. Bref, ils adhèrent aux valeurs bourgeoises classiques qui étaient encore vivement contestées dans le féodalisme sous lequel ils ont été fondés. Les soi-disant Illuminatis ont aussi partagé ces valeurs des Lumières avec le but de mettre fin à l'absolutisme du 18e siècle. La société secrète en question est en fait appelée les Illuminés de Bavière (Illuminatenorden en allemand). Fondée en 1776 par le philosophe et théologien Adam Weishaupt à Ingolstadt, les illuminés voulaient promouvoir leurs valeurs modernes dans la politique en occupant des postes clés au sein de l'État absolutiste et aussi chez les franc-maçons. Finalement, les Illuminés de Bavière ont disparu

peu après avoir été interdits par le gouvernement bavarois en 1785. Dès leurs débuts, les Illuminatis et les francs-maçons avaient acquis une mauvaise réputation qui a perduré en raison de leur opposition au système féodal, aux régimes absolutistes et aux valeurs imposées par l'église qui dominaient la société.

Une fois que toutes les couches de mystification sont enlevées, les diverses théories du complot partagent une histoire commune très simple : un petit noyau d'élites bien placées qui exploitent leurs puissants réseaux afin de consolider leur pouvoir total et unique sur le monde entier. L'instrument clé de ces plans maléfiques serait le système financier, souvent soi-disant lié à des personnalités juives. Si les médias ne soutiennent pas la théorie, c'est parce qu'ils font de la propagande pour la conspiration. Si la science contredit la théorie, cela veut dire que le monde scientifique est impliqué comme un acteur au sein du complot. Peu importe ce que les faits indiquent, la théorie reste toujours vraie. La victime centrale de la grande conspiration est la liberté comme on la connaît sous le capitalisme, donc la liberté bourgeoise qui représente l'exploitation et la misère pour le prolétariat. Évidemment, cette vision du monde ne correspond pas du tout à la réalité pratique. Premièrement, il n'existe pas d'organisation discrète ou ouverte avec un vrai pouvoir institutionnel mondial. Par exemple, le groupe Bilderberg est souvent cité dans les théories du complot, mais il ne rassemble que des personnes importantes des entreprises et des gouvernements de l'Amérique et de l'Europe. Le groupe Bilderberg représente sans doute une réunion discrète importante pour les grandes bourgeoisies occidentales, mais le reste du monde, incluant la Chine et la Russie, ne participe pas du tout. Aujourd'hui, le pouvoir mondial est très fractionné et la crise de l'impérialisme renforce cette division, tout cela est en conformité avec la lutte inter-impérialiste pour la reconquête de marchés et de ressources à l'étranger. La critique complotiste de la finance ne fait aucun sens non plus, puisque la finance n'est pas dominée par une seule bande de grands spéculateurs. Même dans cette période de capitalisme monopolistique, la concurrence est omniprésente et vicieuse dans le monde de la haute finance. L'argument d'un pouvoir monolithique ne correspond pas aux médias ou à la science non plus. Les médias bourgeois s'opposent selon les divisions nationales et internationales de la bourgeoisie impérialiste. En France, il est clair que les points de vue diffusés sur France 24, BFMTV ou CNews sont très différents et souvent non réconciliables. Aux États-Unis, il y a la rivalité féroce entre MSNBC à la gauche et Fox News à la droite. Il y a aussi des médias au service d'impérialismes étrangers tels que RT, qui diffuse un point de vue anti-UE et anti-OTAN favorable à l'impérialisme russe et qui contredit fortement la propagande pro-française sur France 24. En ce qui concerne la science, elle est organisée d'une façon décentralisée entre les universités et les centres de recherches du monde entier. La recherche se trouve souvent séparée des larges communautés afin de cacher de nouvelles découvertes efficaces et rentables dans le domaine militaire ou de la médecine. Malheureusement, il n'existe pas de plateforme unificatrice pour la science et ce qui se rapproche le plus d'une collaboration unifiée, ce sont les grandes revues scientifiques telles que The Lancet. Le seul facteur commun à travers les médias et la science actuelle est la domination générale de l'idéologie bourgeoise, puisque c'est naturellement la classe dominante qui détermine l'idéologie dominante dans tous les domaines de la société.

L'absurdité des théories du complot contemporaines démontre la dégénérescence des petits-bourgeois qui les défendent. Ils veulent cri-

tiquer la grande bourgeoisie et son État qui les soumettent à des pressions économiques, mais ils s'abstiennent bien de critiquer le système capitaliste-impérialiste à la base de leurs propres pouvoirs et privilèges de classe. En gros, c'est une façon de critiquer le tout sans critiquer rien. Ces petits-bourgeois réactionnaires n'aspirent qu'à devenir de grands bourgeois eux-mêmes et les théories du complot sont leur façon de pleurer sur leur sort impossible. Pourtant, cette compréhension anti-scientifique du monde réussit à convaincre des prolétaires, en grande partie en raison de l'abondance de la propagande complotiste en ligne. Quand assez de petits-bourgeois et de prolétaires sont convaincus par une théorie du complot tel que QAnon, une base idéologique pour un virage fasciste est établie. Tout ce qui manque est un dirigeant comme Trump pour mobiliser cette base fasciste au service de la bourgeoise impérialiste.

Face aux théories du complot, il est donc essentiel de former notre classe, le prolétariat, avec la compréhension scientifique de la société : le marxisme. Seul le marxisme expose et critique l'exploitation du travailleur par le capitaliste et des peuples opprimés par les monopoles impérialistes. Les théories du complot présentent une vision du monde fataliste dans laquelle l'humanité est impuissante contre une petite clique de conspirateurs, pourtant l'impérialisme est en crise croissante et les conditions pour la révolution prolétarienne internationale sont meilleures chaque jour. Le marxisme démontre que ce système pourri peut et doit s'écrouler, donnant lieu au pouvoir prolétarien et à l'abolition de la société de classes. Il nous libère des idéologies moribondes et absurdes et nous encourage à lutter pour nos propres intérêts de classe en tant que membres du prolétariat international.

LE FASCISME, LA GAUCHE ET NOUS

Depuis quelque temps, nous assistons à une résurgence du terme « fascisme » dans le vocabulaire d'une partie de la gauche réformiste et des médias mainstream, voire de quelques intellectuels. Il faut dire que peu d'autres termes sauraient décrire de manière fidèle ce à quoi nous assistons : la normalisation médiatique et politique d'un discours ouvertement raciste contre les musulmans.

Le recours spécieux à la rhétorique de l'ennemi intérieur « islamogauchiste » ou « séparatiste » attentant à la République s'est illustré à maintes reprises. En 2021 seulement, on dénombre déjà la publication de deux lettres d'officiers et de soldats appelant à la « reconquête » des banlieues et menaçant d'une guerre civile, une manifestation de policiers devant l'Assemblée nationale, plébiscitée par la plupart des chefs de partis, dont le « PCF », et demandant en substance la fin de l'État de droit… Le gouvernement concourt lui-même activement à ce phénomène, en plaçant Darmanin aux commandes de l'Intérieur, dont les lois racistes et sécuritaires visent à amadouer autant qu'exciter cette mouvance islamophobe. On voit bien, dans un tel climat, que quelque chose est en train de changer et qu'une partie de la classe dirigeante, la plus réactionnaire et raciste, gravitant notamment autour du Rassemblement National, est désormais aux portes du pouvoir.

Il n'est donc pas étonnant que l'on cherche des termes pour qualifier cette situation, et celui de « fascisme » semble approprié à beaucoup. Parmi les intellectuels qui recourent désormais ouvertement au substantif, Frédéric Lordon, un économiste « hétérodoxe » et intellectuel de gauche, qui jouit d'une certaine notoriété dans les cercles militants. Sur son blog « la pompe à Phynance », hébergé par le journal Le Monde diplomatique, F. Lordon a publié samedi dernier un article dénommé « Fury Room », qui s'ouvre sur les phrases suivantes :

« Sommes-nous rendus au point de fascisme ? Pas encore. Sommes-nous en voie de fascisation ? Sans doute. En fait, il n'y a plus trop à hésiter : un processus est en cours. »

Cette phrase est en elle-même assez confuse, et la définition qu'il donne ensuite aux termes de « fascisme » et « fascisation » l'est tout autant. Sur les arguments évoqués, il y a peu à redire. Le constat est le suivant : la réaction et son discours semblent atteindre un état de quasi-hégémonie. Sans s'appesantir sur le bien-fondé de cette thèse, on est en droit de se questionner sur l'emploi du mot « fascisme » et sa véritable signification.

F. Lordon nous parle d'abord de « fascisation », avant d'évoquer le rôle de la violence dans le fascisme. Il mentionne la « Fury room » (titre de son article), pratique hypocrite issue de l'idéologie managériale, où les employés « expriment » leur rébellion en se défoulant dans une salle fermée, afin de revenir tranquillement à leur exploitation. Enfin, il invoque le nom de Hannah Arendt, philosophe allemande célèbre notamment pour ses travaux sur le troisième Reich, sur le concept de Révolution.

En plus d'être apparemment en contradiction avec la « fascisation » progressive évoquée précédemment, cette acception du fascisme induit qu'il est une « révolution », ici entendue comme une rupture inévitable avec l'état actuel des choses, le capitalisme « néolibéral » en l'occurrence. Cette conception n'est pas fausse en soi, car par bien des aspects, le mouvement fasciste s'est donné l'apparence d'une révolution, a prétendu établir un monde nouveau, a même parfois simulé l'opposition au capitalisme. Aujourd'hui encore, le Rassemblement national ou certains intellectuels fascistes comme Zemmour ou Soral se prétendent « dissidents » ou « antisystèmes ». Toutefois, cette vision psychologique ou idéologique du fascisme ne nous permet pas vraiment de savoir en quoi il consiste. Qu'en est-il de sa nature de classe ? S'il est issu d'une rupture, est-il encore capitaliste ? Est-il, comme il prétend souvent l'être aujourd'hui à coups de « ni gauche ni droite », une troisième voie ? Le communiste bulgare et secrétaire du Komintern, Georges Dimitrov, définissait ainsi le mouvement fasciste qui déferlait sur l'Europe, à la suite de la grande crise économique de 1929 et pour contrer le communisme :

« Le fascisme est la dictature ouverte et terroriste de la partie la plus réactionnaire de la bourgeoisie financière. Il est une réaction à la crise, son but est la négation active de la lutte de classe. Pour cela, il s'appuie sur un mouvement de masse, notamment sur la petite bourgeoisie sensible à un discours réactionnaire dirigé contre l'étranger, sur un esprit corporatiste pour briser la lutte de classe, sur le nationalisme et le racisme. Il doit également restructurer l'état, en général, par une opposition au parlementarisme et aux principes "classiques" de la démocratie bourgeoise, comme la séparation des pouvoirs. »

Tout cela définit le fascisme tel qu'il s'est manifesté au siècle dernier, mais ces caractéristiques peuvent aussi s'appliquer au fascisme moderne, qui se déploie à notre époque. Même si tout a changé, même si aujourd'hui les fascistes ne recourent plus à des méthodes ouvertes, se prétendent « démocrates » ou « républicains » et n'usent plus, tout du moins présentement, de coups de force, leur fonction reste la même : sauvegarder les intérêts de l'impérialisme contre la crise.

En réalité, bien qu'on puisse citer certains thèmes généraux, le fascisme n'a pas de contenu idéologique réel. Les justifications philosophiques et idéologiques réactionnaires du national-socialisme allemand, du fascisme italien ou du phalangisme espagnol, malgré leurs spécificités, avaient toutes en commun de représenter le substrat du sentiment le plus réactionnaire de leurs situations nationales respectives. Et s'ils sont encore portés par quelques groupuscules et milices, ce n'est plus sous ces drapeaux-là qu'avancent les fascistes modernes. Tenter de donner une définition idéologique définitive du fascisme, en se basant sur Hitler ou sur un autre cas, est un exercice douteux. Car en plus de déplacer le combat dans le monde des idées, il ne permet pas d'identifier clairement la menace actuelle.

Il se pourrait que F. Lordon soit en accord avec ces propos, mais son utilisation du terme « fascisation » parait en contradiction avec les éléments qu'il cite lui-même. Il semble concevoir le fascisme comme un processus, inéluctable certes, mais linéaire, qui « arrive ». Ce serait se tromper, car le fascisme nécessite toujours une rupture, et si elle ne passe pas nécessairement par un coup de force ou un coup d'état, elle nécessite une réorganisation de l'état et de ses forces. C'est bien ce qui se profile actuellement avec les demandes

presque ouvertes pour la remise en cause de l'état de droit. Si l'on assiste déjà depuis des années à cette restructuration progressive de l'état vers le fascisme, ce renforcement de l'appareil répressif vise en effet à armer toujours plus l'impérialisme face à la crise, et renforce le fascisme. Les politiques du gouvernement de Macron, avec les lois « séparatisme » ou « sécurité globale », pour ne citer qu'elles, s'inscrivent pleinement dans cette dynamique, et ce de manière plus claire que jamais. Toutefois, imaginer que nous nous trouvons face à une fascisation progressive et non pas bel et bien à une rupture fasciste peut nous faire sous-estimer la menace, ou du moins mal la comprendre.

Alors même que nous partageons l'amer constat du début de l'article, ces points peuvent paraitre futiles, mais ils sont importants. Ils servent à appréhender clairement ce qui nous attend, en nous accordant sur un point : Macron n'est pas un frein au fascisme, il le renforce et reprend les programmes de l'extrême droite. Il s'inscrit dans cette dynamique à un point tel que son parti, La République En Marche, a un potentiel fasciste le distinguant de moins en moins du RN. Si Macron est réélu, la dynamique actuelle continuera, et si c'est Le Pen, elle s'accélèrera.

Dans la suite de l'article, est mise en avant la nécessité d'une résistance. Nous pouvons saluer la mention de la révolte des banlieues de 2005, qui s'élevèrent contre l'oppression et les violences policières. Cet évènement nous rappelle que partout où il y a oppression, il y a aussi résistance. N'oublions pas que même pendant les années 30, au plus dur du génocide juif et tsigane, avait cours la résistance, ce qu'exemplifie l'insurrection du ghetto de Varsovie pour ne citer qu'elle, contrairement à ce que laisse sottement entendre F. Lordon.

Que La Courneuve devienne notre « Casbah », comme cela est formulé dans l'article, nous ne dirons pas l'inverse. Cette résistance existera, elle est même souhaitable et nous devrons la soutenir de toutes nos forces. Mais à contre-courant de ce projet, subsistent les élections. Après avoir effectué un bilan sur Le Pen et Macron, Lordon cite tous les membres de la « gauche » qui ont complètement cédé à la dynamique actuelle, en paradant à la manifestation policière du 19 mai. Écologistes, socialistes et prétendus « communistes » ont capitulé sur tous les fronts face au chauvinisme et au capital.

Au milieu de cette foule traîtresse, un homme se serait distingué, un seul, Jean Luc Mélenchon. En effet, la France Insoumise a été la seule à refuser de se rendre à la manifestation réactionnaire imposée par les syndicats de police aux chefs de partis, et de manière générale, il semble être le seul à avoir conscience du problème parmi les futurs candidats. Conclusion logique de F. Lordon, il faut voter Mélenchon. Le discours de résistance tenu plus haut retombe comme un soufflet. F. Lordon se moque avec raison de certains membres de « l'ultra-gauche » fétichisant de manière abstraite le « mouvement », seule force historique crédible, mais ne se rend pas compte que sa proposition tombe dans le même travers. Il faudrait se contenter d'émettre une « proposition communiste », puis de se rendre aux urnes, de voter pour « le moins pire ».

Nous devrions donc voter Mélenchon, et pourquoi ? Car il est le candidat de la gauche, soit. Mais l'unité de cette gauche est, comme le souligne très justement F. Lordon, impossible. Sa victoire électorale l'est donc tout autant, et c'est un constat que chacun a déjà fait secrètement. Mélenchon devrait donc, pour être « utile », remporter une victoire impossible, mais en plus de cela parvenir à inverser la tendance ? Historiquement, cela relèverait tout bonnement du miracle. Il faut comprendre que le fascisme n'est pas un ensemble d'idées ou un sentiment néfaste qui s'empare soudainement du peuple, c'est avant tout une réaction à la crise que traverse l'impérialisme, une crise mondiale. La social-démocratie n'a simplement pas le pouvoir de changer significativement cette tendance interne au capitalisme, et l'histoire des sociaux-démocrates allemands et de la gauche réformiste en général l'a amplement prouvé. Par ailleurs, c'est

bien rapidement que l'on a déclaré La France Insoumise exempte de collusion avec la réaction. Ce serait oublier un peu vite tous les discours chauvins tenus sur les Tchétchènes, les travailleurs détachés, la francophonie, et l'abstention face aux lois islamophobes de Darmanin. Une quelconque utilité du vote Mélenchon à la cause antifasciste nécessite donc un scénario que F. Lordon lui-même confesse savoir irréalisable.

Les partisans du vote « utile » aiment souvent se présenter comme le parti de la raison contre celui des principes creux et rigides d'extrémistes, qui se « désintéresseraient des institutions », comme avancé par F. Lordon. Et pourtant, devant le scénario farfelu exposé précédemment, on pourrait se demander si ce n'est pas le vote qui est un principe en soi, une espèce de rituel de la religion républicaine si centrale à la propagande réactionnaire actuelle. En effet, c'est aussi en s'intéressant aux institutions qu'on en vient à les rejeter, et l'appel au boycott, loin d'être un appel à rester chez soi ou une position de principe dogmatique, consiste justement à activement défendre qu'une autre voie est possible, comme l'avaient fait les révolutionnaires péruviens en 1980 pour l'initiation de la guerre populaire.

Au-delà de ces objections, nous devons bien admettre que nous partageons avec ce texte un constat général, celui d'un avenir ombrageux. Il est difficile dans les temps actuels de ne pas céder au pessimisme. Nous ne devons pas nous voiler la face devant l'évidence en imaginant des lendemains qui chantent avec Mélenchon ou un autre, car cela n'arrivera pas. Mais l'optimisme peut naitre dans la révolte contre cette société qui nous est déjà insupportable aujourd'hui, dans la volonté de mettre à bas le vieux monde et d'en construire un nouveau. Et pour cela, il n'y a qu'un chemin, celui de la lutte !

COMME LE DIT LA CHANSON, EN HOMMAGE À ZÉ BENTÃO

Le poème suivant parle de la lutte des paysans pauvres au Brésil. En effet depuis plusieurs mois, les paysans menés par la Ligue des Paysans Pauvres (LCP en portugais) luttent contre l'encerclement du camp Manoel Ribeiro. Ce camp réunit des familles paysannes qui ont repris le contrôle de terres et de fermes dans l'État de Rondônia. Il est actuellement menacé par la présence de miliciens et mercenaires armés envoyés par l'État réactionnaire brésilien pour écraser toute résistance. Mais les paysans ne se laissent pas faire et résistent depuis des mois ! Ce poème célèbre la lutte pour leurs terres et pour la révolution agraire. Il rend hommage à Zé Bentão, l'un des fondateurs de la LCP en Rondônia, qui composait aussi des chansons.

La tyrannie fond au soleil
Des fourches qui s'élèvent,
Fortes légions vermeilles
Qui réveillent le rêve
D'une vie sans misère ;
La terre aux paysans,
Virons les latifundiaires
Qui nous sucent le sang.

Comme le dit la chanson :

Deixa este povo passar
Laissez passer ce peuple,
Com a bandeira da Revolução,
Avec le drapeau de la Révolution,
Pois a vitória será nossa com certeza,
Car la victoire sera à coup sûr nôtre,
Com a Aliança Operário-Camponesa.
Avec l'Alliance Ouvrière-Paysanne.

Là sont assemblées les familles
Que les vautours croient effrayer
Pendant que les grenades brillent
Le ciel des paysans est éclairé
À Santa Elina déjà on se battait
Pour que le Camp Manoel Ribeiro
Se lève et entende chanter
Les cris de joie jusqu'à Rio.

Comme le dit la chanson :

Deixa este povo passar
Laissez passer ce peuple,
Com a bandeira da Revolução,
Avec le drapeau de la Révolution,
Pois a vitória será nossa com certeza,
Car la victoire sera à coup sûr nôtre,
Com a Aliança Operário-Camponesa.
Avec l'Alliance Ouvrière-Paysanne.

ODE À LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE

Jeunesse, tu es résolument l'avenir,
Car il te reste tout le chemin à parcourir.
Jeunesse ouvrière, tu trimes du matin au soir,
Tu trimes à chercher ton gagne-pain !
Tu vis dans les cités-dortoirs,
Ou bien dans les villages désertés des anciens.

Jeunesse ouvrière, tu rentres dans la vie,
Du moins telle qu'elle est aujourd'hui,
Ton corps se marque du fer chaud,
Ton âme s'assèche crescendo.

Jeunesse ouvrière, tu portes les stigmates,
De tes parents, des ancêtres, des travailleurs,
Et comme une chaîne faite de ses maillons par myriades,
Tu la saisis d'une main ferme,
Et de l'autre, tu l'anéantiras d'une main plus ferme encore.

Car oui, à y regarder de plus près,
Ta sombre condition contient aussi les lueurs de l'Aurore.

Jeunesse révolutionnaire ! Ose lutter,
Plonge ton être tout entier dans le plus épique des combats,
Celui de l'ascendant prolétariat,
Qui mettra à tout jamais un terme à l'exploitation.

Jeunesse révolutionnaire ! Ne reste pas dans ton coin,
Rejette les illusions, prépare la révolution,
Jette-toi au cœur de l'ouragan,

Embrasse la science, embrasse le plus beau et le plus abouti héritage de l'humanité.
Ensemble, nous édifierons un monument,
Celui parmi les plus belles pages de l'histoire des exploités.

Le nouveau se construit dès aujourd'hui et se vit intensément

La jeunesse sera cet éclair d'été,
Annonçant le tonnerre des foules grondantes.

L'ÉTÉ COMMENCE : LES JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES CONTINUENT DE SE MOBILISER

Ces dernières semaines ont été bien remplies pour l'organisation Jeunes Révolutionnaires ! Dans tout l'État français, de nombreuses et nombreux jeunes se sont mobilisés au sein de leurs quartiers pour lutter contre le capitalisme et l'impérialisme.

Plusieurs exemples de luttes ayant été menées :

• Des blocages et actions ont été réalisées face aux inégalités du passage du baccalauréat cette année. Certains lycées ont en effet proposé très peu d'heures de cours en présentiel à leurs élèves, contrairement à d'autres, souvent privés, où les cours étaient assurés. Les élèves des quartiers populaires étaient donc encore plus défavorisé.e.s que d'habitude, alors que qu'ils sont déjà broyé.e.s par l'Éducation Nationale, qui, agissant pour le système qui l'a construite, sert à la reproduction des classes sociales. A Caen, Aubervilliers ou encore Rennes, les Jeunes Révolutionnaires ont mobilisé les élèves de leurs lycées pour faire entendre leur voix.

• En soutien à la Palestine, l'organisation a participé à de nombreuses manifestations à travers l'État français. L'impérialisme affecte durement toutes les travailleuses et tous les travailleurs dans le monde, et il est essentiel de lutter tant qu'on le peut contre ce système qui nous détruit.

• D'autres manifestations ont également été des occasions de luttes, comme la manifestation nationale anti-fasciste du 12 juin, ou encore la manifestation du 19 juin à Paris pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, militant libanais enfermé depuis 1984 dans une prison française.

Mais principalement, les cellules de Jeunes Révolutionnaires ont continué leur travail de terrain de leurs quartiers. Partout en France, de Bordeaux à Guingamp, en passant par Nantes ou Nancy, de nombreuses activités sont menées tous les jours par les militantes et les militants, afin d'agir directement ensemble. Parmi les actions les plus courantes, la solidarité alimentaire et de produits de première nécessité, grâce à des tables ou des portes-à-portes. Solidarité, car c'est un système d'échange qui est proposé, où chacun et chacune peut donner ou prendre selon ses besoins. Le contenu politique de cette activité tranche avec la charité de l'État ou des grands magasins. Ce ne sont que des miettes données aux travailleuses et travailleurs, pour maintenir la misère après les avoir exploités à tel point qu'ils n'ont même plus la possibilité de se nourrir correctement par eux-mêmes. La solidarité mise en place par les Jeunes Révolutionnaires permet de se rencontrer, d'échanger à propos de la politique, du quartier et des besoins, afin de lutter efficacement. Mais d'autres activités ont aussi lieu selon les cellules de l'organisation, comme par exemple le sport populaire ! Pour rencontrer la cellule la plus proche de chez vous, vous pouvez contacter Jeunes Révolutionnaires à l'adresse mail :

jeunesrevolutionnaires@tutamail.com

ABONNEMENT / CONTACT

Contactez-nous si vous souhaitez :

-> Envoyer un article / une production artistique

-> Donner votre avis / faire des propositions

-> Diffuser le journal dans votre quartier

causedupeuple@protonmail.com

@cause_du_peuple

ENSEMBLE, CRÉONS ENFIN UN MÉDIA POPULAIRE POUR LA RÉVOLUTION !